



**Mardi 1 octobre
AEFE - tou.te.s
en GREVE**



Pour les salaires, les services publics, l'abrogation de la loi retraite!

Le bureau du SNES Allemagne relaie [l'appel à la grève](#) du SNES HDF!

Le budget en discussion à l'Assemblée Nationale

Le **1^{er} octobre 2024** marque le début officiel des discussions à l'Assemblée nationale sur le budget de l'État et de la Sécurité sociale. Ce sera, en France, une **journée de manifestations et de grèves** dans les administrations publiques et les entreprises, à l'**appel des organisations syndicales de la CGT, FSU, Solidaires, Unef, Union étudiante, USL.**

Nos revendications à l'AEFE et en Allemagne

Le contexte **d'inflation** impacte lourdement le pouvoir d'achat des personnels de droit local et des personnels détachés qui sont aussi directement touchés par la question des salaires.

- Le blocage budgétaire de la transcription de la totalité des **indemnités statutaires** dues aux personnels détachés ne peut plus durer. Cette différence de traitement entre titulaires de l'Éducation nationale est incompréhensible et inacceptable, le manque à gagner pour les agents du réseau s'accroît régulièrement, ce qui pèse aussi sur l'attractivité de ces postes.

- Pour une conséquente **revalorisation des grilles salariales des personnels de droit local**, les grilles de rémunération s'avèrent en outre encore trop peu attractives pour d'éventuel.le.s candidat.e.s à des postes à pourvoir dont la reprise d'ancienneté est limitée.

- Contre le **bornage des contrats** à 6 ans qui ne facilite en rien la mobilité dans le réseau !

- Les **ISVL/ICCVL** sont insuffisantes dans notre zone notamment à Sarrebruck et Fribourg, ce qui ne reflète plus la réalité et les besoins des situations locales et impacte sur la difficulté des recrutements en CCPL.

- **Avantage familial** : des mesures urgentes sont nécessaires pour pallier son insuffisance ou son absence dans plusieurs établissements, et qui doit être considéré comme une vraie prestation familiale..

NON au „choc des savoirs“, OUI au choc des MOYENS“! ([il y en a](#))



- Le manque de volonté politique et le **sous-financement** récurrent de l'opérateur public doivent cesser pour lui redonner les marges de manœuvre afin d'**améliorer les conditions salariales de tous les personnels**, de droit local comme les détaché.e.s.

L'AEFE à l'arrêt le mardi 1er octobre pour peser sur les négociations !

